

Le Portugal en piètre état

Elísio Estanque

Numéro 755, mars 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67021ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Estanque, E. (2012). Le Portugal en piètre état. *Relations*, (755), 30–31.



Le Portugal en piètre état

N'ayant pas connu une culture démocratique forte, ni un État-providence achevé, le pays reste en décalage au sein de l'Europe. Plus fragile, il est durement frappé par la crise.

ELÍCIO ESTANQUE

L'auteur, sociologue, est professeur au Centre d'études sociales de la Faculté d'économie de l'Université de Coimbra, au Portugal

Le dénouement ou les sorties possibles de la crise économique et financière mondiale dans laquelle le Portugal est plongé sont encore loin d'être perceptibles. Aux effets désastreux des mesures d'austérité dans la vie des citoyens, s'ajoutent la crainte et l'angoisse que la situation actuelle devienne encore plus dramatique dans un proche avenir. En effet, on ne peut exclure que l'appauvrissement et même la misère se généralisent au sein de la classe des travailleurs et des classes moyennes. Cette conséquence va bien au-delà de la fin possible de la monnaie unique et de la fragmentation du projet de l'Union européenne (UE).

L'ÉTAT-PROVIDENCE INACHEVÉ

À l'ère de la globalisation néolibérale, le capitalisme financier et dérégulé règne au Portugal comme ailleurs. Il a démantelé l'État social tout en lançant une attaque extrêmement violente contre le secteur du travail, créant de nouvelles inégalités et injustices sociales. Toutefois, le Portugal a ses spécificités. Il possède les faiblesses d'une économie fragile, préindustrielle,

se situant à la périphérie des grands pays industrialisés. Rappelons que le pays a été profondément marqué par un régime dictatorial rétrograde (1926-1974), caractérisé par un catholicisme conservateur et un État autoritaire et tutélaire. L'État-providence qui n'a surgi qu'après la dictature est resté très rudimentaire en comparai-

son de celui d'autres pays européens. Le statut périphérique du Portugal a représenté une entrave supplémentaire dans l'atteinte des objectifs de développement fixés le 25 avril 1974, au lendemain de la Révolution des Œillets. Malgré l'enthousiasme collectif et la richesse des expériences de démocratie participative de la période révolutionnaire – où la fragilité et la paralysie des institutions étatiques ouvraient un espace aux projets de mobilisation, d'association et de coopération entre les différents acteurs de la société civile –, le difficile processus de construction de l'État a été rempli de contradictions.

Les rivalités idéologiques et l'idéalisme ingénu n'ont pas permis l'émergence d'une stratégie de gauche capable d'adapter le programme socialiste – pourtant consacré par la Constitution de 1976 – à un véritable État de droit démocratique, soutenu par une majorité parlementaire stable. Ainsi, au lieu d'opter pour un plan solidaire de développement, les principaux partis de gauche sont entrés dans une guerre politique accouchant d'une démocratie bourgeoise, formelle, expurgée de ses composantes participatives et composée d'une majorité de gauche inopérante.

C'est dans ce contexte que s'est construit l'État-providence, compensant l'échec du socialisme à la portugaise par de généreuses politiques publiques en faveur des classes pauvres. Cela a impliqué de parier sur un ensemble de programmes dont un système public de santé, un système d'éducation gratuit et universel, une sécurité sociale, etc. Un nombre accru d'emplois dans le secteur des services et dans la fonction publique ont ainsi

été créés. Une classe moyenne a pu se constituer, devenant progressivement, bien que tardivement, la pierre angulaire du projet social-démocrate. Elle s'est même consolidée dans le contexte de croissance économique des années 1980, bénéficiant, à la fin de cette décennie, de l'appui de la Communauté européenne à laquelle le Portugal a adhéré, en 1986.

Les principaux acteurs politiques de l'époque ont présumé que cette croissance économique ne s'arrêterait pas et que, par conséquent, l'État social se développerait par la voie d'un socialisme démocratique et de politiques de redistribution de la richesse, permettant ainsi au pays de rattraper en peu d'années son retard. Par contre, ils étaient plus sceptiques – ou cyniques – quant aux vertus du rôle de l'État dans l'économie, préférant stimuler au maximum les initiatives individuelles et se fier au marché. Néanmoins, l'État a continué à assurer les services publics.

Deux partis, guère différents, se sont partagé le pouvoir durant plus de trois décennies : le Parti socialiste (PS) et le Parti social-démocrate (PSD). Ils ont établi une dynamique d'alternance entre, d'une part, une logique technocratique et libérale sous couvert de social-démocratie (PSD) et, d'autre part, une fiction de social-démocratie sous couvert de libéralisme économique (PS – particulièrement sous le gouvernement de José Sócrates).

La construction de l'État social portugais, déjà en décalage par rapport à ce qui s'était passé dans les pays européens plus avancés, devait en plus tenir compte de trois circonstances aggravantes : l'absence d'une culture démocratique consolidée ; un potentiel scientifique et technologique insuffisant pour convertir un modèle d'industrialisation fragile et basé sur le travail intensif d'une main-d'œuvre





bon marché; l'incapacité d'élaborer une stratégie de développement économique qui puisse combler l'énorme fossé séparant le pays de ses partenaires de l'UE.

On peut dire que le Portugal n'a réussi qu'à passer le cap d'un quasi-État-providence. Sa relative efficacité régulatrice et distributive, au moins jusqu'aux années 1990, s'explique par la façon dont les dynamiques de la société et des réseaux familiaux – comprenant le traditionnel rôle providentiel et solidaire des vieilles communautés rurales – ont compensé les lacunes et la faiblesse de l'État. Malgré cela, dans la conscience collective, la promesse d'une «bonne société» était assimilée à la responsabilité exclusive de l'État.

ENDETTEMENT, PRÉCARITÉ ET INÉGALITÉS

Le cycle de croissance des années 1980 et l'illusion d'une convergence avec l'Europe développée aident à comprendre pourquoi la dette publique du Portugal est si élevée. Les gouvernements libéraux de Cavaco Silva (1985-1995) ont adopté une mentalité technocratique, favorisant le chacun pour soi et faisant succomber la classe moyenne aux chants des sirènes d'un eldorado européen. Cette classe moyenne a ainsi cédé aux appels du marketing consumériste qui, en l'absence de politique d'habitation notamment, a accéléré l'énorme endettement des familles dont beaucoup ont été jetées dans la grande pauvreté lors de la crise financière. L'irresponsabilité des gouvernements et la rapacité des «marchés», des spéculateurs et des agences de notation ont alors éclaté au grand jour. Ceux-ci continuent d'ailleurs à accroître la dette du pays et à cautionner des mesures d'austérité aussi dramatiques qu'inefficaces, imposées par des instances

extérieures comme le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Malgré tout, les Portugais restent ceux parmi les Européens qui valorisent le plus le rôle de l'État.

Dans ce contexte de grave crise, le Portugal doit aussi affronter d'autres problèmes structurels, dont la question des emplois précaires et des inégalités sociales. Au cours des vingt dernières années, les transformations survenues dans le marché du travail ont, de manière sévère, fragilisé les droits des travailleurs et la qualité des emplois, ébranlant brusquement les espoirs des classes moyennes et populaires. La recomposition du marché du travail, tant au Portugal que dans le reste de l'UE, s'est traduite par la fin de la sécurité d'emploi et l'augmentation brutale de la précarité du travail et du chômage, qui atteint 25% des jeunes de 15 à 24 ans, presque le double de la moyenne nationale (13%).

En ce qui concerne les inégalités dans la répartition des revenus, le Portugal est le troisième pays de l'UE, après la Lettonie et la Bulgarie, où elles sont les plus criantes. Cette réalité s'est aggravée au cours des dernières années avec l'éloignement progressif des institutions démocratiques, des partis et de l'ensemble de la classe politique des intérêts des citoyens. L'attitude de ces derniers est passée de l'indifférence à l'incrédulité, puis au mécontentement et à la révolte ouverte.

En effet, de nouvelles formes de contestation et d'action collective se sont développées ces derniers temps. Le mouvement syndical a perdu sa capacité de mobilisation, en particulier chez les jeunes, mais en revanche des nouveaux mouvements sociaux plus informels – Génération fauchée (*Geração a rasca*) et Précaires inflexibles, par exemple – s'appuient sur les réseaux sociaux virtuels et sur de nouvelles

formes de militantisme et d'expressions citoyennes. La vague de protestation actuelle, organisée à travers le cyberspace, en marge des courants politiques traditionnels, se déroule dans un contexte où l'État est en déliquescence et où le marché du travail se limite à prolonger l'instabilité et à décevoir les attentes de la jeunesse concernant un emploi digne et de qualité.



Dans ces mobilisations, on retrouve des étudiants universitaires qui s'étaient éloignés de la militance et voient de plus en plus les portes de l'avenir se fermer devant eux. Il y a aussi des travailleurs précaires et des victimes du chômage et de la restructuration de l'industrie et du secteur public. Tous viennent gonfler les rangs des mécontents et aviver une lueur d'espoir au milieu du pessimisme ambiant¹. Compte tenu de toutes les difficultés structurelles et de l'incapacité des élites actuelles (autant nationales qu'européennes) de trouver des solutions adéquates à des problèmes sociaux dramatiques, peut-être ne reste-t-il à l'Europe – comme dernier recours – qu'une réponse radicale de la jeunesse et des travailleurs spoliés, capables de faire plier les institutions, de renouveler le leadership politique et d'ouvrir de nouveaux horizons. ●

Graffiti appelant à la grève générale du 24 novembre 2011, au Portugal. Photo: AP/Paulo Duarte

1. Lire L. Bernardo, «Assez indignés, les Portugais?», *Relations*, n° 752, novembre 2011.